Bulletin Gratuit de Klasbatalo
Affilié de la Tendance Communiste Internationaliste

Revue 12
Printemps 2025

Mutinerie

1er mai 2025: Contre la crise capitaliste, contre la guerre impérialiste

Pas de guerre sauf la guerre de classe !



Le 1er mai 2025, le capitalisme, quel que soit son dirigeant, arrose le monde du sang de la classe ouvrière. Cinquante ans se sont écoulés depuis la fin du boom d'après-guerre du capitalisme. Après des décennies de baisse des taux de profit dans l'« économie réelle », la situation devient de plus en plus désastreuse, la guerre devenant de plus en plus la seule option dont disposent les États pour faire face à la crise insoluble du capitalisme. Les guerres impérialistes brûlent dans le monde entier, de l'Ukraine au Moyen-Orient, en passant par le Sahel africain, le Congo et ailleurs, et une guerre mondiale généralisée se profile à l'horizon. La classe ouvrière internationale n'a aucun intérêt dans ces guerres provoquées par le système capitaliste. Elles entraînent une répression de classe accrue, des privations, des déplacements, des morts et des génocides : tout cela pour un système qui a largement dépassé sa date de péremption historique. Cette crise n'a pas de solution réformiste : la solution de la classe ouvrière ne peut être que la révolution.

Quelle paix ?

Trump avait promis qu'il mettrait fin rapidement après son entrée en fonction à deux des conflits les plus sanglants au sein de l'impérialisme mondial, les guerres en Ukraine et à Gaza. D'ores et déjà, il est clair que la « paix » pour Trump (et le reste de la classe capitaliste) signifie plus d'effusions de sang à l'avenir.Les pourparlers de Trump avec Poutine et l'humiliation publique de Zelensky sont une occasion pour les États-Unis de réorienter leurs ressources vers leur principal rival impérialiste, la Chine, tout en pillant complètement l'Ukraine avec Poutine. Alors que Zelensky est poussé à concéder les richesses minérales de l'Ukraine aux entreprises américaines (et ne vous y trompez pas, la présidence Biden s'était engagée à faire de même en demandant à BlackRock et à JPMorgan Chase de superviser la reconstruction de l'Ukraine après la guerre), la Russie cherche à s'emparer des importantes ressources naturelles et industrielles de l'est de l'Ukraine.

Bien qu'il soit clair que la guerre en Ukraine a été menée entre l'OTAN et la Russie, avec la stratégie américaine consistant à faire mener à la Russie une guerre d'usure « jusqu'au dernier Ukrainien », l'issue est moins certaine. Les événements futurs montreront si le plan de Trump visant à briser l'alliance entre une Russie et une Chine désormais affaiblies est possible. Les capitalistes européens sont certainement préoccupés par le fait que leur « coalition de volontaires » s'engage à fournir des milliards de dollars d'armes supplémentaires à l'Ukraine et que l'UE s'oriente vers une stratégie de réarmement.À Gaza aussi, la « paix » n'a jamais été qu'une couverture pour les massacres. Pendant le cessez-le-feu du 19 janvier au 17 mars, au moins 170 Palestiniens de Gaza ont été tués et, en une semaine seulement après qu'Israël a recommencé ses bombardements, plus de 700 ont été tués. Et tandis que Trump faisait des gestes en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza, il élaborait des plans pour éliminer toute la population palestinienne de Gaza - dont une grande partie se trouve dans des camps de réfugiés à la frontière avec l'Égypte - afin de créer une « riviera du Moyen-Orient », si seulement il pouvait forcer l'Égypte et la Jordanie à accepter un accord sur la logistique de l'épuration ethnique de la région.

La route vers la Troisième Guerre mondiale

En fin de compte, malgré les belles paroles, les États-Unis n'ont aucun intérêt à la paix. Les manœuvres apparemment étranges de l'administration Trump à l'égard de la Russie, mais aussi de l'Iran à travers un nouvel accord nucléaire, visent en réalité à isoler la Chine. L'État chinois est le véritable chef de file de cette alliance de circonstance que les États-Unis entendent briser....Depuis près de deux décennies, la politique américaine à l'égard de la Chine est donc une politique de belligérance, et la tactique actuelle de Trump n'est pas différente de celle d'Obama et de Biden - protectionnisme contre l'économie chinoise, sape des alliés de la Chine et préparation des pays de l'OTAN à la guerre. La puissance économique et militaire chinoise est considérée par les États-Unis comme la plus grande menace pour leur hégémonie. L'Armée populaire de libération est la plus grande armée du monde, et l'économie chinoise a dépassé celle des États-Unis en 2014, après ajustement à la parité du pouvoir d'achat, et devrait dépasser le produit intérieur brut des États-Unis au cours de la prochaine décennie. Malgré sa puissance, la Chine présente des indicateurs de croissance lente et cherche depuis des années à étendre ses marchés dans le cadre d'une concurrence féroce avec les États-Unis. Dans la poursuite d'un besoin de profit toujours plus grand, les deux puissances se trouvent en désaccord et ces différences sont irréconciliables.

Il n'est pas certain que le rapprochement des États-Unis avec la Russie fonctionne, car il pourrait très bien échouer et rendre l'Europe plus vulnérable alors que les États-Unis commencent à retirer leur soutien militaire au continent. Quoi qu'il en soit, l'objectif est de creuser un fossé entre la Russie et la Chine, ce qui est plus facile à dire qu'à faire. La Russie est économiquement dépendante de la Chine, qui a été son plus puissant bailleur de fonds public et l'a aidée en contournant les sanctions. Les deux pays ont un intérêt commun à promouvoir le commerce en dehors du dollar. Il en va de même pour l'Iran : malgré sa puissance au Moyen-Orient, l'Iran est entravé par les sanctions internationales. Bien que la Chine ait soutenu l'Iran par des accords avantageux sur les combustibles fossiles qui contribuent à maintenir l'État iranien en place, l'économie iranienne s'affaiblit et son influence politique au Moyen-Orient est mise à mal par l'affaiblissement de ses forces mandataires.

L'État capitaliste à l'épreuve de la guerre

L'économie civile russe a été vidée de sa substance par la longue et sanglante guerre en Ukraine. Elle a pu survivre à des années de conflit en se convertissant à une économie de guerre, où l'industrie de la défense est au cœur de l'économie dans son ensemble et où l'autonomie est une priorité pour faire face à toute sanction ou à tout blocus potentiel. En période de conflit mondial, le commerce international est fortement touché et la production est rapatriée dans la mesure du possible. En ce sens, des pays comme la Russie et la Chine sont mieux préparés à un conflit mondial, alors que l'Europe et les États-Unis dépendent entièrement du commerce international. En outre, bien que les dépenses de défense en Europe aient augmenté au cours de la dernière décennie, elles ont été perçues comme insuffisantes par l'allié américain. Et alors que les services sociaux ont connu un déclin au cours du dernier demi-siècle, des dépenses constantes, voire des déficits, ont été engagées pour maintenir les services sociaux en activité.

Trump ne cache pas que « les Européens » vont devoir payer pour leur propre défense. Pour les États-Unis et l'Europe, le virage vers une économie de guerre a déjà commencé sous la forme de promesses de dépenses importantes en matière de défense. L'Europe a prévu de dépenser 800 milliards d'euros supplémentaires pour la défense, ce qui se rapproche des 850 milliards de dollars prévus pour la défense dans le budget américain. Bien entendu, l'Europe et les États-Unis sont également ébranlés par les dépenses massives nécessaires pour gérer le Covid, ce qui fait que nombre de ces pays ont largement dépassé la barre des 100 % pour le ratio dette/PIB, ce qui constitue un indicateur de crise future. La guerre se profile à l'horizon, qu'il y ait ou non de la place dans le budget, et il est donc probable que de nouvelles mesures d'austérité seront imposées à la classe ouvrière, qui non seulement supportera le poids de la perte de services, mais qui devra également se rendre sur le front en cas de guerre.Aux États-Unis, l'administration Trump a privilégié un protectionnisme extrême combiné à une politique d'immigration en vase clos et à des coupes sombres dans les dépenses non militaires du gouvernement fédéral. Cette approche de « l'Amérique forteresse » enfreint toutes les règles de ce qui a permis au capitalisme de rester rentable au cours des cinquante dernières années. Cependant, ces États-Unis autarciques seraient capables de produire l'équipement nécessaire pour mener une guerre contre la Chine sans se soucier de la rupture de la chaîne d'approvisionnement. Même les menaces apparemment bizarres d'annexer le Groenland et le Canada (et d'aider à la tentative de sécuriser le contrôle des routes maritimes arctiques nouvellement ouvertes), ainsi que le Panama, peuvent être rationalisées comme des tentatives de contrôler des ressources critiques pour la production de défense et pour obtenir le contrôle total du commerce dans l'hémisphère occidental.

En imposant des droits de douane élevés à la Chine et à leurs alliés en Europe et au Canada, les États-Unis peuvent rompre leur dépendance à l'égard du commerce extérieur et forcer leurs alliés à faire de même, mais c'est la classe ouvrière qui en paiera le prix. Ajoutez à cela que les États-Unis préparent des coupes dans des programmes tels que Medicaid, la sécurité sociale et l'aide à l'étranger, simplement parce qu'il n'y a plus grand-chose à couper pour faire de la place à l'augmentation des dépenses de défense dans les années à venir. Une fois de plus, c'est la classe ouvrière qui devra payer le prix.

L'internationalisme face à la montée du nationalisme

Les récents conflits en Ukraine et à Gaza, opposant des mandataires des Etats-Unis et de la Chine, ont engendré de grandes souffrances, mais restent bien en deçà des possibilités d'une confrontation directe, que l'on pourrait qualifier de guerre mondiale si elle venait à éclater. Il reste une question que nous devons nous poser si le monde est entraîné dans une guerre de cette ampleur : De quel côté sommes-nous ?Le nationalisme déferle sur le monde alors que nous semblons prêts à sombrer dans la barbarie. L'appel sera toujours le même : il faut se sacrifier, se rationner, accepter une baisse de salaire, voire se faire enrôler. Ceux qui se plieront aux exigences des capitalistes seront encensés en tant que « patriotes » ou « défenseurs de la démocratie ». Mais il n'y a pas de pire mensonge que celui du nationalisme. Même le nationalisme de l'opprimé est une tromperie destinée à entraîner les travailleurs dans le camp des capitalistes. Toute lutte contre la guerre capitaliste devra reconnaître que la classe ouvrière doit lutter contre l'ensemble du système impérialiste, dans lequel chaque pays se trouve. L'antidote au nationalisme est l'internationalisme. Il ne sera jamais logique que la classe ouvrière s'entretue au nom de ses dirigeants. Les cercueils des capitalistes ne seront jamais descendus en masse dans les tombes froides des cimetières militaires.

Pour répondre à la question ci-dessus, notre camp est la classe ouvrière dans sa guerre contre les capitalistes. La classe ouvrière internationale doit résister à l'appel au massacre de sa classe et tourner sa colère contre les capitalistes qui lui donnent des ordres. En ce premier mai, nous devrions nous tourner vers les travailleurs qui ont choisi de mener la guerre de classe et qui ont collectivement abattu des empires avant qu'ils ne tirent un autre coup de feu sur leurs camarades. Et nous pouvons nous tourner vers des exemples contemporains de résistance, comme les Palestiniens qui protestent contre le Hamas, les soldats israéliens qui refusent de se battre et les Russes et les Ukrainiens qui désertent les fronts de guerre.La lutte recommence à chaque grève, à chaque moment d'auto-activité de la classe ouvrière. Notre classe est constamment confrontée aux attaques générales de la classe capitaliste, qu'il s'agisse de la précarité ou des balles, de l'inflation ou des bombardements. Ce qu'il faut, c'est une riposte générale de l'ensemble de la classe ouvrière, en dehors des limites des syndicats, afin qu'elle puisse se battre en tant que classe unique et unifiée.

Cependant, pour que ce combat soit mené jusqu'à sa conclusion logique, la victoire révolutionnaire de la classe ouvrière et la fin de ce système de profit et de guerre, chaque étape doit être liée aux objectifs politiques de notre classe. C'est pour cette raison que la TCI a contribué à la formation de comités No War But Class War (NWBCW) à travers le monde, regroupant des internationalistes de diverses tendances politiques pour défendre la politique de la classe ouvrière dans le cadre d'une lutte plus large qui en a si désespérément besoin. Un véritable point de référence politique au sein de la classe ouvrière, capable de s'enraciner profondément en son sein et de la mener vers la fin révolutionnaire de cette saga cauchemardesque, est encore plus nécessaire. Avec la formation d'un parti révolutionnaire international, le slogan « Pas de guerre mais une guerre de classe » sera un jour concrétisé par l'action révolutionnaire de l'ensemble de la classe ouvrière.

Pas de guerre, sauf la guerre de classe !

Projet de loi 89 : une nouvelle frontière pour la misère

Les travailleurs canadiens en ont vu de toutes les couleurs au cours des deux dernières années. Nous avons connu des grèves généralisées, essentielles à la chaîne d'approvisionnement dans tout le pays, et dans le même temps, nous avons vu le ministre du travail écraser chacune d'entre elles grâce à un appareil juridique sans précédent. Alors que les travailleurs réagissent clairement à la paupérisation et à l'aggravation des conditions de travail, la tolérance du gouvernement envers même les griefs formulés par les syndicats a considérablement diminué. Il en va de même partout sur le continent, avec la défaite historique des grèves des cheminots aux États-Unis en 2022 démontrant la rapidité avec laquelle les politiciens de tous bords écrasent tout ce qui pourrait nuire aux profits capitalistes. C'est particulièrement vrai dans les questions de concurrence nationale, qui subit actuellement une escalade alors que les salves tarifaires de Trump frappent des dizaines de pays à travers le monde. C'est dans ce contexte qu'une classe dirigeante canadienne, qui s'attaque déjà résolument aux travailleurs, peut utiliser un nationalisme redécouvert comme une nouvelle arme. Toutefois, il faut souligner que les outils juridiques en question ne sont pas uniquement le résultat de conflits politiques menés par de "mauvais dirigeants", mais qu'ils sont également en continuité avec l'assaut général de la classe dirigeante contre la classe ouvrière. C'est précisément dans ce contexte, avec des travailleurs assombris par le nationalisme, que la tendance générale au maintien de l'ordre et à la préparation de la répression émerge.

Ici, au Québec, nous avons un excellent exemple de ce type de développement avec le projet de loi 89, qui détaille les pouvoirs juridiques exceptionnels permettant d'interrompre l'action syndicale si elle est contraire à "l'intérêt public". Alors que les juristes ont déjà contesté le prétexte du projet de loi en raison de la formulation vague de ce qu'est "l'intérêt public", il existe également un motif concret qui est particulièrement important pour les travailleurs. Étant donné la nature étroitement imbriquée de la production capitaliste, toute grève peut potentiellement constituer une menace pour "l'intérêt public", qui n'est pas seulement lié aux industries les plus rentables ou stratégiquement importantes ; le personnel hôtelier, les travailleurs des garderies, les employés de la SAQ, tous pourraient en principe nuire à l'intérêt public si les participations capitalistes dans ces industries pertinentes diminuent. L'imprécision du langage n'est donc pas une aberration juridique ou une tentative de favoriser une faction de la bourgeoisie, mais une nécessité pour présenter et défendre la société capitaliste comme un organe unique et cohérent. Une grève dans le cadre d'un tel schéma devient quelque chose de répréhensible non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan moral. La clé réside donc dans le passage de grèves tolérées, évaluées et négociées comme des affaires transactionnelles - comme quelque chose médiatisé par les organes officiels et l'appareil juridique - à une réévaluation de leur caractère nécessaire à la reproduction de la société dans son ensemble. Dans un tel contexte, la grève des pharmaciens serait politisée et réprimée avec facilité, car on peut invoquer d'innombrables exemples de grand-mères recevant leurs médicaments en retard parce qu'une action industrielle afin de contraindre les travailleurs en grève à reprendre le travail. Ainsi, l'Assemblée nationale du Québec vise à renforcer juridiquement les justifications des ordres de retour au travail qui ont déjà été imposés aux travailleurs des ports et des postes tout récemment. Ce renforcement du contrôle de l'État est une chose que nous, les travailleurs, avons déjà vue sous la forme de clauses de "non-grève" élaborées au cours des grandes confrontations impérialistes du 20e siècle. Bien que le Québec soit encore loin de la production de guerre, les outils que les capitalistes ont développés pour pacifier la classe ouvrière dans les moments difficiles peuvent toujours refaire surface et la voie vers ´un discipline autoritaire réapparaître.Étant donné cette évolution, les exemples de grèves dans des secteurs non critiques fonctionnent comme des attaques contre la société dans son ensemble. Le personnel hôtelier se met soudain en grève non pas pour les salaires, mais par haine perverse des clients âgés. Les employés des garderies font la grève parce qu'ils détestent les enfants et veulent les punir. Les travailleurs de la SAQ font la grève parce qu'ils sont paresseux et inconsidérés. On peut invoquer toutes sortes d'exemples inventés et extrêmes, mais à mesure que la crise capitaliste s'aggrave et que les affrontements impérialistes s'aiguisent, des jalons comme le projet de loi 89 deviennent des points de référence importants pour le capital afin de préparer la classe ouvrière à une misère encore plus grande.

Les elections en Canada: Couper la classe capitaliste

Le 28 avril marque une autre élection, mais rien ne change pour la classe ouvrière. Avec chaque élection, les politiciens promettent tout et ne donnent rien à la classe ouvrière. Cette élection, les tarifs, la perte d'emploi et la dépression économique fournissent des munitions politiques à tous les partis pour s'attaquer les uns les autres. Chaque parti fait de son mieux pour plaire à la classe ouvrière alors qu'ils promettent tous d'atténuer la crise de capital, apparemment par changer des couleurs politiques. Chaque parti capitaliste représente des idéologies différentes mais ils sont unis en ce sens qu'aucun d'entre eux ne représente la classe ouvrière. La classe ouvrière fait face à l'assaut des retombées économiques des tarifs de Trump et une économie stagnante depuis plusieurs décennies, exaspérée par COVID-19. Les ouvriers doivent gérer une hausse de loyer et des prix des maisons lorsque les salaires réels tombent à cause de l'inflation, et ils sont de plus en plus dépendants des banques alimentaires pour obtenir les moindres nécessités de base. Aucun parti capitaliste ne résoudra ces problèmes, aucun parti capitaliste ne représente la classe ouvrière, et le parlement capitaliste n'est pas l'endroit pour la lutte de la classe ouvrière.

Réductions d'impôt

Du NPD aux conservateurs, chaque parti propose des réductions d'impôt sur des groupes de revenu différents comme façon d'obtenir les votes de la classe ouvrière. Les conservateurs promettent des réductions d'impôt pour seulement les aînés à faible revenu, le NPD promet des réductions d'impôt pour la "classe moyenne", et les libéraux réalisent déjà leur réduction à la taxe sur le carbone. Chacune de ces réductions d'impôt est une tentative pour rallier la classe ouvrière, mais ils s'élèvent seulement à quelques dollars additionnels à la fin de l'année. Cette petite somme d'argent à la fin de l'année n'arrive même pas à compenser les ouvriers pour les pertes d'emploi et l'inflation qui rongent leurs salaires. Les allégements fiscaux sont une façon pour l'État de promettre plus d'argent aux ouvriers à la fin de l'année tout en ne pas vraiment hausser les salaires. Les allégements fiscaux a un coût aussi, car ils permettent n'importe quel futur gouvernement d'éroder l'État providence et réduire le financement pour les services sociaux, afin de sauver quelques maigres profits.

Création d'emplois

Chaque parti prétend qu'il va créer des emplois pour les ouvriers par encourager la construction via telle ou telle initiative politique. En réalité, le but est de maintenir la spéculation de l'immobilier par permettre l'État d'avancer le cycle. Aucun parti semble hésitant à éliminer les restrictions pour construire des nouvelles infrastructures, typique lorsque le taux de profit est en chute et il y a une course pour rapidement gagner des nouveaux projets d'investissement de capital et étendre les bulles de spéculation. Éliminer les restrictions autour des lois de construction accéléra sûrement la cadence pour les ouvriers de construire des maisons mais le but final est de protéger le capital de la nation. Éliminer les restrictions affectera aussi l'environnement lorsque le développement s'étend au Grand Nord pour de plus en plus de minéraux. Pour rester compétitif sur le marché global et accélérer les opérations minières, les restrictions devraient être éliminées, quelque chose qu'aucun parti hésite à faire. Les ouvriers n'ont rien à gagner de n'importe quel de ces plans, tous qui offrent aux ouvriers du travail plus rapide, des pires conditions de vivre et travailler, et la détérioration du climat.

Le nationalisme canadien

Le nationalisme canadien a pris un élan ces derniers mois grâce aux tarifs de Trump: les ouvriers sont encouragés d'acheter seulement des produits canadiens, et de voter pour des patriotes canadiens aux bureaux de scrutin. Les politiciens jouent sur ce nationalisme pour obtenir des votes, présenter leurs rivals comme pro-Trump pour présenter eux-mêmes comme vrai ami à tous les canadiens. Le nationalisme essaie d'unir tous les classes dans une nation. Le nationaliste pense qu'ils ne sont pas des capitalistes et des ouvriers, ils sont tous des canadiens! Le nationalisme masque la lutte des classes en créant une illusion de solidarité entre les classes, et en présentant les ouvriers des pouvoirs capitalistes rivaux comme ennemis. Le nationalisme doit être opposé sous n'importe quelle forme. Nous devons lutter comme une classe, car cela est notre position objective, pas nos nationalités!

Contre l'électoralisme! Pour la lutte des classes!

La classe ouvrière n'a aucun ami dans n'importe quel parti capitaliste. Quel que soit le parti qui triomphe dans la prochaine élection fédérale, ou n'importe quelle élection ici ou à l'étranger, les conséquences pour la classe ouvrière sont les mêmes: l'exploitation, la misère, et la mort. Quel que soit la forme de politique capitaliste, bien qu'il soit à la droite ou à la gauche, les slogans des partis rivaux tous s'alignent pour dire en même voix: "Le pire danger à vous est l'envahisseur étranger. Nous, vôtres gentils chefs capitalistes, sommes vôtres sauveurs." Les ouvriers doivent comprendre que leur pouvoir ne peut pas être exercé par des parlements ou gouvernements capitalistes, mais plutôt par leur lutte indépendante comme une classe. Pour faire ça, la classe ouvrière doit former son propre parti. Un parti de la classe ouvrière n'est pas un parti parlementaire; comme le dit Damen: "Le parti révolutionnaire ne singe pas en cela les partis de la bourgeoisie, mais il obéit à la nécessité d'adapter sa structure organisationnelle aux conditions objectives de la lutte révolutionnaire." Même si nous ne sommes pas le parti de la classe, nous commençons de grouper les ouvriers les plus conscientes pour construir ce parti; un parti, comme le dit Damen, qui ne "singe" pas les partis bourgeoises en participant au parlement ou en offrant des demandes réformistes, mais qui avance la lutte de classe et qui travaille parmi la classe pour que les ouvriers eux-mêmes puissent saisir le pouvoir et renverser le capitalisme.



Pour quoi Klasbatalo se bat-il?

Nous nous battons pour l'indépendance politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire que nous rejetons toute alliance interclassiste avec le capital, incluant sa gauche. Nous croyons que la classe ouvrière doit se battre sur son propre terrain: premièrement pour se défendre contre les attaques des capitalistes et ensuite, pour accomplir sa tâche historique, celle de l'édification d'un avenir communiste qui éliminera à jamais l'exploitation, l'oppression, et la guerre. C'est à ce but que nous luttons pour la création d'un parti communiste mondial, dont la raison d'être est de disséminer les confusions présentes dans la classe ouvrière et de l'unifier pour son ultime finalité; nous croyons que ce parti sera l'outil révolutionnaire le plus crucial pour notre classe. Même si nous sommes en faveur d'un parti, nous ne croyons pas que notre organisation, à elle seule, est le parti. Nous ne croyons pas non plus que notre organisation deviendra le parti au fil du temps. Le parti sera à la fois le produit de l'élargissement de la lutte des classes et le fruit du travail réel des révolutionnaires, dont nous nous considérons comme l'un des nombreux éléments. Nous ne voyons pas non plus ce parti comme un gouvernement-en-devenir, car l'émancipation de l'humanité dépend de la lutte intarissable de toute la classe ouvrière, et cette lutte ne peut être substituée par le dictat d'une minorité.

FB: https://www.facebook.com/Klasbatalocollective

Email: klasbatalocollective@gmail.com Website: http://www.leftcom.org/fr